

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206437]

**6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du Titre IV du Livre III de la Partie III du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif aux subventions à certains investissements d'intérêt public**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L3341-1, inséré par le décret du 6 février 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018, L3341-2, inséré par le décret du 6 février 2014 et remplacé par le décret du 4 octobre 2018, L3341-3 à L3341-6, abrogés par le décret du 6 février 2014 et rétablis par le décret du 4 octobre 2018, L3342-1, inséré par le décret du 6 février 2014 et abrogé par le décret du 4 octobre 2018, L3342-2, inséré par le décret du 6 février 2014, L3342-3, inséré par le décret du 6 février 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018, L3342-4 à L3342-6, insérés par le décret du 6 février 2014, L3342-7 et L3342-8 insérés par le décret du 6 février 2014 et abrogés par le décret du 4 octobre 2018, L3342-9 et L3342-10, insérés par le décret du 6 février 2014 et modifiés par le décret du 4 octobre 2018, L3342-11, inséré par le décret du 6 février 2014, L3342-12 et L3342-13, insérés par le décret du 6 février 2014 et modifiés par le décret du 4 octobre 2018, L3343-1, inséré par le décret du 6 février 2014, L3343-2, inséré par le décret du 6 février 2014 et modifié par le décret du 4 octobre 2018, L3343-3, inséré par le décret du 6 février 2014 et remplacé par le décret du 4 octobre 2018, L3343-4 à L3343-6, insérés par le décret du 6 février 2014 et modifiés par le décret du 4 octobre 2018, L3343-6 bis, inséré par le décret du 4 octobre 2018, L3343-7, inséré par le décret du 6 février 2014 et remplacé par le décret du 4 octobre 2018, L3343-7 bis, inséré par le décret du 4 octobre 2018, L3343-8 et L3343-9, insérés par le décret du 6 février 2014 et modifiés par le décret du 4 octobre 2018, L3343-10 et L3343-11, insérés par le décret du 6 février 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public;

Vu le rapport du 30 juin 2015 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 août 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 août 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'Etat le 26 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pouvoirs locaux;

Après délibération,

Arrête :

Chapitre 1<sup>er</sup>. — *Définitions et dispositions communes*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° la Ministre : la Ministre des Pouvoirs locaux;

2° l'Administration: le Département des Infrastructures subsidiées de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie;

3° le Code: le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

4° le guichet unique: l'outil informatique permettant aux communes de transmettre électroniquement à l'Administration leurs formulaires et pièces justificatives concernant le plan d'investissement et les dossiers inscrits dans le plan d'investissement communal.

**Art. 2.** Le demandeur, à défaut d'être titulaire d'un droit réel de propriété ou d'emphytéose, possède un droit de jouissance sur le bâtiment ou sur le terrain à aménager pour une durée minimale de vingt ans prenant cours à dater de l'introduction du programme triennal visé à l'article L3342-4 du Code ou du plan d'investissement communal visé à l'article L3343-4, § 1<sup>er</sup>, du Code.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans l'hypothèse où le demandeur inscrit dans son programme triennal ou dans son plan d'investissement communal, le projet d'une personne morale reprise à l'article L3342-3, 3° à 6°, du Code, se rapportant à un investissement visé à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, b) à d), et 5°, du Code, pour lequel le demandeur ne dispose pas de droit de jouissance, l'obligation de disposer dudit droit de jouissance s'applique à cette personne morale.

**Art. 3.** Le montant des investissements éligibles est égal ou supérieur au montant fixé à l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics.

**Art. 4.** L'affectation des investissements, visés à l'article L3341-1 du Code, reste conforme à une des destinations ou usages qui y sont prévus pendant une période minimale de quinze ans à compter de la date de réception provisoire des travaux ou de la date de signature des actes authentiques en cas d'acquisition.

A défaut, une récupération de la part du programme triennal ou du droit de tirage se rapportant à ces investissements est opérée auprès du bénéficiaire. Le montant du remboursement est calculé au prorata des années durant lesquelles l'affectation n'a pas été respectée.

**Art. 5.** Le demandeur informe l'Administration s'il a, ou non, sollicité ou obtenu une intervention financière extérieure pour la réalisation du même investissement en application d'autres dispositions légales, réglementaires ou contractuelles.

L'information visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fournie à tout stade de la procédure.

Cependant, n'est pas considéré comme intervention financière, l'apport financier des communes et provinces pour les travaux et acquisitions à l'initiative des demandeurs visés à l'article L3342-3, 4° à 6°, du Code, si la somme de ces interventions et du montant définitif de la subvention ne dépasse pas le coût global de la dépense.

En outre, les subventions accordées à titre complémentaire sur base d'autres réglementations ne sont pas déduites des subventions prévues à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, du Code, si l'intervention totale des différents pouvoirs subsidiant n'excède pas nonante pour cent de l'investissement consenti sur les postes concernés.

## Chapitre II. — *Programme triennal*

### Section 1<sup>re</sup>. — Introduction du programme

**Art. 6.** Le demandeur transmet à l'Administration, pour approbation par le Gouvernement, le programme triennal.

A tout stade de la procédure, les dossiers sont introduits par voie électronique, les modalités de transmission sont fixées par la Ministre.

**Art. 7.** Le dossier relatif à l'introduction d'un programme triennal ou sa modification est introduit sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces suivantes :

1<sup>o</sup> la délibération du conseil communal ou du conseil provincial approuvant le programme triennal et sollicitant les subventions;

2<sup>o</sup> le relevé des investissements classés par année et par ordre de priorité;

3<sup>o</sup> pour chaque investissement :

a) un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser;

b) un plan de localisation;

c) des photos des lieux;

d) une estimation détaillée des coûts;

e) pour les dossiers relatifs à la voirie, un croquis de l'aménagement envisagé;

f) pour les dossiers relatifs à un bâtiment, un croquis des aménagements prévus avec l'affectation des locaux;

4<sup>o</sup> les renseignements relatifs à la capacité du demandeur de supporter la charge financière relative au programme proposé;

5<sup>o</sup> l'accord de la Société publique de gestion de l'eau sur le plan présenté pour les projets de voirie.

En cas d'insuffisance de moyens financiers propres pour faire face à la charge financière visée au 4<sup>o</sup>, les demandeurs visés à l'article L3342-3, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, du Code, produisent une délibération du conseil communal ou du conseil provincial par laquelle la commune ou la province décide de prendre en charge le surplus de la dépense à assumer.

**Art. 8.** La demande de modification du programme triennal, visée à l'article L3342-6, § 2, du Code, est transmise à l'Administration pour approbation par le Gouvernement.

### Section 2. — Réunion plénière d'avant-projet

**Art. 9.** Le demandeur s'accorde avec l'Administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet.

Le demandeur invite toute personne ou organisme susceptible d'intervenir dans le cours de l'élaboration et de la réalisation de l'investissement. Il envoie les convocations au moins quinze jours avant la réunion et y joint l'avant-projet.

**Art. 10.** Pour les investissements relatifs aux voiries, l'avant-projet contient :

1<sup>o</sup> une esquisse-crayon établie, si le projet le nécessite, sur la base d'un relevé topographique des lieux ainsi qu'un ou plusieurs profils en travers-type indiquant l'emplacement prévu pour les canalisations d'eaux usées ou d'eaux claires;

2<sup>o</sup> si l'investissement comprend de l'éclairage public, une étude photométrique accompagnée d'une note démontrant l'amélioration de l'éclairage du domaine public afin d'accroître la sécurité de tous les usagers et d'améliorer le cadre de vie.

Pour les investissements relatifs aux bâtiments, l'avant-projet contient :

1<sup>o</sup> un plan de situation, des croquis et plans à l'échelle d'un pour cent;

2<sup>o</sup> une note explicative qui décrit, lorsque le projet le nécessite, les solutions techniques retenues notamment en matière d'architecture, de techniques spéciales, de performance énergétique, d'accessibilité et d'accueil.

### Section 3. — Projet

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le demandeur transmet le projet à l'Administration pour approbation par le Gouvernement, en application de l'article L3342-9, § 1<sup>er</sup>, du Code, dans l'année référencée dans le programme d'investissement et ce, avant le 30 juin de l'année au cours de laquelle le projet est programmé.

L'Administration accuse réception du projet si ce projet est accompagné de l'ensemble des pièces justificatives visées au paragraphe 2. A défaut, l'Administration réclame les pièces manquantes.

§ 2. Le dossier "projet" est introduit sur base du formulaire ad hoc, dûment complété aux points "disponibilité des terrains" et "permis d'urbanisme", et comprend les pièces justificatives suivantes :

1<sup>o</sup> le cas échéant, pour le marché de service relatif à l'étude du projet :

a) la délibération motivée par laquelle le collège communal ou le collège provincial attribue le marché;

b) le rapport d'attribution du marché;

c) l'offre retenue;

2<sup>o</sup> la délibération par laquelle le conseil communal ou le conseil provincial approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et arrête les éléments constitutifs de l'avis de marché;

3<sup>o</sup> le cas échéant, le projet d'avis de marché;

4<sup>o</sup> le projet de cahier spécial des charges;

5<sup>o</sup> le métré estimatif et le métré récapitulatif des travaux, détaillant le cas échéant les autres interventions financières;

6<sup>o</sup> les plans d'exécution;

7<sup>o</sup> la note explicative démontrant que les mesures adéquates ont été prises pour assurer aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité des bâtiments publics concernés;

8<sup>o</sup> pour les travaux d'éclairage public, l'étude photométrique si elle n'a pas été transmise pour la réunion d'avant-projet;

9<sup>o</sup> le cas échéant, les autorisations et permis requis par le Code du Développement territorial.

La délibération visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, fait référence expresse au "programme triennal".

*Section 4. — Attribution*

**Art. 12.** Le demandeur transmet le dossier d'attribution à l'Administration dans les quinze jours de son approbation.

Le dossier d'attribution est introduit sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

1<sup>o</sup> le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres;

2<sup>o</sup> l'offre retenue;

3<sup>o</sup> le cas échéant, le rapport du coordinateur de sécurité et de santé;

4<sup>o</sup> le rapport et la décision relatifs à la sélection qualitative des entreprises;

5<sup>o</sup> le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;

6<sup>o</sup> le tableau comparatif des prix unitaires reprenant l'ensemble des offres sélectionnées;

7<sup>o</sup> les demandes de justification de prix et les réponses reçues;

8<sup>o</sup> la délibération motivée par laquelle le collège communal ou le collège provincial désigne l'adjudicataire et approuve le montant de l'offre retenue;

9<sup>o</sup> en cas de modification du dossier introduit au stade projet, le cahier spécial des charges et les plans dans leur version définitive;

10<sup>o</sup> le cas échéant, les documents réclamés dans l'avis sur projet;

11<sup>o</sup> s'il s'agit d'une procédure négociée sans publication préalable, la liste des entreprises consultées;

12<sup>o</sup> le cas échéant, l'avis de marché publié.

Le Gouvernement approuve le dossier d'attribution avant sa notification.

*Section 5. — Acquisitions*

**Art. 13.** Dans les trente jours de la signature du compromis de vente ou de l'approbation par le conseil communal ou le conseil provincial du projet d'acte d'acquisition, le demandeur transmet à l'Administration, pour approbation par le Gouvernement, le dossier d'acquisition des biens repris dans le programme triennal approuvé.

Le dossier d'acquisition est composé des pièces justificatives suivantes :

1<sup>o</sup> la délibération par laquelle le demandeur décide de l'acquisition;

2<sup>o</sup> l'extrait de plan cadastral;

3<sup>o</sup> l'estimation de la valeur établie par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement ou établie, le cas échéant, par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou un architecte inscrit à l'Ordre des architectes en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;

4<sup>o</sup> le compromis de vente ou le projet d'acte d'acquisition.

Le Gouvernement approuve le dossier d'acquisition.

*Section 6. — Début des travaux*

**Art. 14.** Le bénéficiaire transmet à l'Administration :

1<sup>o</sup> une copie de la notification du marché;

2<sup>o</sup> l'ordre de commencer les travaux dès sa notification à l'adjudicataire et au maximum dans les six mois à dater de l'accord sur le dossier d'attribution.

*Section 7. — Taux et calcul des subventions pour les travaux et acquisitions*

**Art. 15.** Conformément à l'article L3342-6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6, du Code, le montant à prendre en considération pour le calcul du montant provisoire de la subvention est :

1<sup>o</sup> pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, a) à e), et g), du Code, l'estimation détaillée des coûts des travaux retenus dans le cadre du programme triennal majorée du coût des œuvres d'art limité à deux pour cent, des frais d'études et des frais d'essais préalables;

2<sup>o</sup> pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du Code, si elle a déjà été établie, l'estimation du comité d'acquisition ou du receveur de l'enregistrement et à défaut, l'estimation du coût de l'acquisition.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet privé, les frais d'études limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Dans l'hypothèse où le demandeur est son propre auteur de projet, les frais d'études fixés forfaitairement à trois pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Les frais d'essais limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables, en ce compris les essais préalables et ceux nécessaires au contrôle des travaux, sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Le montant de la subvention est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

**Art. 16.** Conformément à l'article L3342-9, § 3, du Code et dans les limites de son alinéa 2, pour les travaux et acquisitions, le montant à prendre en considération pour le calcul du montant définitif de la subvention est majoré du coût des œuvres d'art limité à deux pour cent des frais d'études et des frais d'essais préalables.

Dans l'hypothèse de l'intervention d'un auteur de projet privé, les frais d'études limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Dans l'hypothèse où le demandeur est son propre auteur de projet, les frais d'études fixés forfaitairement à trois pour cent du montant des travaux subsidiables sont pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Les frais d'essais limités à cinq pour cent du montant des travaux subsidiables, en ce compris les essais préalables et ceux nécessaires au contrôle des travaux, sont pris en considération pour l'octroi de la subvention :

1<sup>o</sup> pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, du Code, le montant de l'offre approuvée portant sur les travaux retenus dans le cadre du programme triennal;

2<sup>o</sup> pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du Code, le montant de l'acquisition du bien plafonné à l'estimation établie par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement.

L'estimation visée à l'alinéa 4, 2<sup>o</sup>, distingue la valeur des biens bâtis de la valeur du terrain.

Le montant de la subvention est arrondi à la dizaine d'euros inférieure.

**Art. 17.** Le taux de la subvention est fixé à soixante pour cent des montants établis aux articles 15 et 16.

*Section 8. — Exécution des travaux, contrôle et paiement*

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1 à 4<sup>o</sup>, du Code, une avance sur le montant de la subvention peut être accordée si le montant des travaux subsidiés réalisés atteint trente pour cent du montant des travaux admis à la subvention.

L'avance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égale à septante pour cent de la subvention promise et est liquidée sur présentation, auprès de l'Administration, de l'état d'avancement dûment approuvé et de la déclaration de créance.

§ 2. Pour les investissements visés à l'article L3341-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du Code, la subvention est liquidée sur présentation, auprès de l'Administration, des actes authentiques d'achat des biens admis à la subvention.

*Section 9. — Décompte final*

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Dans les six mois à dater de la réception provisoire, le dossier "décompte final" des travaux, est introduit auprès de l'Administration sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

1<sup>o</sup> le décompte final de l'entreprise, établi selon la norme NBN B06-006, en ce compris le détail du calcul des révisions par état et la facture correspondante;

2<sup>o</sup> le rapport, établi poste par poste, justifiant les dépassements de plus de dix pour cent des quantités présumées des postes du marché initial;

3<sup>o</sup> le procès-verbal de réception provisoire;

4<sup>o</sup> la délibération approuvant le décompte;

5<sup>o</sup> la facture relative aux études;

6<sup>o</sup> le formulaire relatif aux déchets des travaux;

7<sup>o</sup> les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réfections et le calcul de celles-ci;

8<sup>o</sup> le calcul du délai d'exécution des travaux;

9<sup>o</sup> un rapport, en ce compris une copie des délibérations et des éventuels avenants qui n'ont pas été transmis, reprenant tous les travaux, détaillés poste par poste, faisant l'objet d'une modification du marché initial;

10<sup>o</sup> pour les dossiers relatifs aux bâtiments, le cas échéant :

a) le rapport du Service régional d'incendie après travaux;

b) le procès-verbal de réception par un organisme agréé d'une installation relative à l'électricité, au gaz, à un ascenseur, ou à la détection d'incendie.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, les bons d'évacuation sont conservés par le bénéficiaire et disponibles pour un éventuel contrôle sur place.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, les éventuels ordres d'interruption et de reprise de chantier sont à joindre s'ils n'ont pas été transmis ainsi que, le cas échéant, les justifications relatives aux délais supplémentaires et au calcul des amendes de retard.

§ 2. Les éventuels avenants, travaux complémentaires ou supplémentaires peuvent être pris en compte globalement dans l'utilisation du subside s'ils sont imprévisibles au stade de l'attribution.

**Art. 20.** L'Administration établit le montant final de la subvention en tenant compte des modifications apportées dans le respect de l'article L3342-11, du Code, et libère le solde de la subvention promise.

Lorsque le montant du décompte final des travaux subventionnés est inférieur au montant de l'offre retenue visée à l'article 12, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, la subvention est revue à la baisse sur base de la dépense réelle compte tenu des dispositions prévues à l'article L3342-11, alinéa 2, du Code.

*Section 11. — Contrôle et sanctions*

**Art. 21.** L'Administration contrôle sur place l'emploi des subventions attribuées.

**Art. 22.** Le bénéficiaire convie l'Administration aux opérations de réception provisoire de chaque investissement.

**Art. 23.** A tout stade de la procédure, le non-respect de la conformité technique ou légale d'un projet à l'égard de l'ensemble des normes qui lui sont applicables, constaté par la Ministre, peut entraîner la non-éligibilité de la part du montant du programme triennal affectée audit projet, à concurrence de la part non conforme.

*Chapitre III. — Plan d'investissement communal*

*Section 1<sup>re</sup>. — Introduction du plan d'investissement communal*

**Art. 24.** La commune transmet à l'Administration, pour approbation par le Gouvernement, le plan d'investissement communal, dénommé ci-après "plan d'investissement".

A tout stade de la procédure, les dossiers sont introduits via le guichet unique.

**Art. 25.** Le dossier relatif à l'introduction d'un plan d'investissement ou sa modification est introduit sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces suivantes :

1<sup>o</sup> la délibération du conseil communal approuvant le plan d'investissement;

2<sup>o</sup> le relevé des investissements, établi suivant le modèle fixé par la Ministre;

3<sup>o</sup> pour chaque investissement, une fiche établie selon les modèles fixés par la Ministre, accompagnée :

a) d'un descriptif de l'état des lieux et des travaux à réaliser;

b) d'un plan de localisation;

c) des photos des lieux;

d) d'une estimation détaillée des coûts;

e) pour les dossiers relatifs à la voirie, d'un croquis de l'aménagement envisagé;

f) pour les dossiers relatifs à un bâtiment, d'un croquis des aménagements prévus avec l'affectation des locaux;

4<sup>o</sup> l'accord de la Société publique de gestion de l'eau sur le plan présenté pour les projets de voirie;

5<sup>o</sup> l'état d'avancement physique des deux programmations précédentes établi sur base du modèle fixé par la Ministre;

6° le cas échéant, la demande motivée de thésaurisation visée à l'article L3343-4, § 5, du Code.

**Art. 26.** La demande motivée de modification du plan d'investissement, visée à l'article L3343-5 du Code, est introduite et instruite de la même manière que le plan d'investissement initial.

Toute demande de modification est motivée par des éléments imprévisibles lors de l'approbation du plan d'investissement initial et transmise à l'Administration au plus tard le 30 avril de la dernière année de la programmation concernée. A défaut, le plan d'investissement approuvé reste applicable.

#### Section 2. — Réunion plénière d'avant-projet

**Art. 27.** La commune s'accorde avec l'Administration pour fixer la date de la réunion plénière d'avant-projet.

La commune invite toute personne ou organisme susceptible d'intervenir dans le cours de l'élaboration et de la réalisation de l'investissement. Elle envoie les convocations au moins quinze jours avant la réunion et y joint l'avant-projet.

**Art. 28.** Pour les investissements relatifs aux voiries, l'avant-projet contient :

1° une esquisse-crayon établie, si le projet le nécessite, sur la base d'un relevé topographique des lieux ainsi qu'un ou plusieurs profils en travers-type indiquant l'emplacement prévu pour les canalisations d'eaux usées ou d'eaux claires;

2° si l'investissement comprend de l'éclairage public, une étude photométrique accompagnée d'une note démontrant l'amélioration de l'éclairage du domaine public afin d'accroître la sécurité de tous les usagers et d'améliorer le cadre de vie.

Pour les investissements relatifs aux bâtiments, l'avant-projet contient :

1° un plan de situation, des croquis et plans à l'échelle de un pour cent;

2° une note explicative qui décrit, lorsque le projet le nécessite, les solutions techniques retenues notamment en matière d'architecture, de techniques spéciales, de performance énergétique, d'accessibilité et d'accueil.

#### Section 3. — Projet

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. La commune transmet le projet à l'Administration pour approbation par le Gouvernement, en application de l'article L3343-6, § 2, du Code, dans l'année référencée dans le programme d'investissement et avant le 30 juin lorsque le projet est programmé la dernière année de la programmation.

L'Administration accuse réception du projet si ce projet est accompagné de l'ensemble des pièces justificatives visées au paragraphe 2. A défaut, l'Administration réclame les pièces manquantes.

§ 2. Le dossier "projet" est introduit sur base du formulaire ad hoc, dûment complété aux points "disponibilité des terrains" et "permis d'urbanisme", et comprend les pièces justificatives suivantes :

1° le cas échéant, pour le marché de service relatif à l'étude du projet :

a) la délibération motivée par laquelle le collège communal attribue le marché;

b) le rapport d'attribution du marché;

c) l'offre retenue;

2° la délibération par laquelle le conseil communal approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et arrête les éléments constitutifs de l'avis de marché;

3° le cas échéant, le projet d'avis de marché;

4° le projet de cahier spécial des charges;

5° le métré estimatif et le métré récapitulatif des travaux, détaillant, le cas échéant, les autres interventions financières;

6° les plans d'exécution;

7° la note explicative démontrant que les mesures adéquates ont été prises pour assurer aux personnes à mobilité réduite l'accessibilité des bâtiments publics concernés;

8° pour les travaux d'éclairage public, l'étude photométrique si elle n'a pas été transmise pour la réunion d'avant-projet.

La délibération visée au 2° fait référence expresse au "Fonds d'Investissement des communes".

#### Section 4. — Attribution

**Art. 30.** La commune transmet le dossier d'attribution à l'Administration dans les quinze jours de son approbation.

Le dossier d'attribution est introduit sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

1° le cas échéant, le procès-verbal d'ouverture des offres;

2° l'offre retenue;

3° le cas échéant, le rapport du coordinateur de sécurité et de santé;

4° le rapport et la décision relatifs à la sélection qualitative des entreprises;

5° le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;

6° le tableau comparatif des prix unitaires reprenant l'ensemble des offres sélectionnées;

7° les demandes de justification de prix et les réponses reçues;

8° la délibération motivée par laquelle le collège communal désigne l'adjudicataire et approuve le montant de l'offre retenue;

9° en cas de modification du dossier introduit au stade projet, le cahier spécial des charges et les plans dans leur version définitive;

10° le cas échéant, les documents réclamés dans l'avis sur projet;

11° s'il s'agit d'une procédure négociée sans publication préalable, la liste des entreprises consultées;

12° le cas échéant, l'avis de marché publié.

L'Administration approuve le dossier d'attribution avant sa notification.

*Section 5. — Acquisitions*

**Art. 31.** Dans les trente jours de la signature du compromis de vente ou de l'approbation par le conseil communal du projet d'acte d'acquisition, la commune transmet à l'Administration le dossier d'acquisition des biens repris dans le plan d'investissement approuvé.

Le dossier d'acquisition est composé des pièces justificatives suivantes :

- 1° la délibération par laquelle la commune décide de l'acquisition;
- 2° l'extrait de plan cadastral;
- 3° l'estimation de la valeur établie par le comité d'acquisition ou le receveur de l'enregistrement ou établie, le cas échéant, par un notaire, un géomètre-expert immobilier inscrit au tableau tenu par le Conseil fédéral des géomètres-experts ou un architecte inscrit à l'Ordre des architectes en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;
- 4° le compromis de vente ou le projet d'acte d'acquisition.

L'Administration approuve le dossier d'acquisition.

*Section 6. — Exécution des travaux*

**Art. 32.** Le bénéficiaire transmet à l'Administration :

- 1° une copie de la notification du marché;
- 2° l'ordre de commencer les travaux dès sa notification à l'adjudicataire et au maximum dans les six mois à dater de l'accord sur le dossier d'attribution.

*Section 7. — Décompte final*

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. Dans les six mois à dater de la réception provisoire, le dossier "décompte final" des travaux, est introduit auprès de l'Administration sur base du formulaire ad hoc et comprend les pièces justificatives suivantes :

- 1° le décompte final de l'entreprise, établi selon la norme NBN B06-006, en ce compris le détail du calcul des révisions par état et la facture correspondante;
- 2° le rapport, établi poste par poste, justifiant les dépassements de plus de dix pour cent des quantités présumées des postes du marché initial;
- 3° le procès-verbal de réception provisoire;
- 4° la délibération approuvant le décompte;
- 5° la facture relative aux études;
- 6° le formulaire relatif aux déchets des travaux routiers et d'égouttage;
- 7° les factures et les procès-verbaux des essais accompagnés du rapport de l'auteur de projet avec éventuellement le détail des postes sur lesquels s'appliquent les réfections et le calcul de celles-ci;
- 8° le calcul du délai d'exécution des travaux;
- 9° un rapport, en ce compris une copie des délibérations et des éventuels avenants qui n'ont pas été transmis, reprenant tous les travaux, détaillés poste par poste, faisant l'objet d'une modification du marché initial;
- 10° pour les dossiers relatifs aux bâtiments, le cas échéant :
  - a) le rapport du Service régional d'incendie après travaux;
  - b) le procès-verbal de réception par un organisme agréé d'une installation relative à l'électricité, au gaz, à un ascenseur, ou à la détection d'incendie.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les bons d'évacuation sont conservés par la commune et disponibles pour un éventuel contrôle sur place.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, les éventuels ordres d'interruption et de reprise de chantier sont à joindre s'ils n'ont pas été transmis ainsi que, le cas échéant, les justifications relatives aux délais supplémentaires et au calcul des amendes de retard.

§ 2. Pour les dossiers d'acquisition, la commune transmet une copie de l'acte authentique d'acquisition à l'Administration.

*Section 8. — Répartition de l'inexécuté*

**Art. 34.** La valeur de l'inexécuté, visé à l'article L3343-3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code, est déterminée par l'Administration sur base des dossiers attribués au 31 décembre de la dernière année de la programmation et introduits dans le respect des procédures prévues. Le montant de l'inexécuté est communiqué à chaque commune. Ces dernières disposent d'un délai de dix jours pour formuler leurs remarques. Passé ce délai, le montant de l'inexécuté est réputé approuvé par la commune.

La valeur ainsi déterminée est redistribuée pour la programmation suivante dans le respect des conditions prévues à l'article L3343-3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code.

Pour les communes présentant un inexécuté, la quote-part de la programmation pour laquelle cet inexécuté est constaté est dûment diminuée du montant correspondant. Les paiements restants de la programmation en cours et, le cas échéant, des programmations suivantes sont réduits à due concurrence.

*Section 9. — Contrôle et sanctions*

**Art. 35.** L'Administration contrôle sur place l'emploi des subventions attribuées.

**Art. 36.** Le bénéficiaire convie l'Administration aux opérations de réception provisoire de chaque investissement.

**Art. 37.** A tout stade de la procédure, le non-respect de la conformité technique ou légale d'un projet à l'égard de l'ensemble des normes qui lui sont applicables, constaté par la Ministre, peut entraîner la non-éligibilité de la part du montant du droit de tirage affectée audit projet, à concurrence de la part non conforme.

Dans un tel cas, l'article L3343-3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, du Code, est d'application.

**Art. 38.** Le dossier relatif au décompte final est introduit auprès de l'Administration au plus tard dans les six ans suivant la fin de la programmation concernée par le projet pour que le dossier soit pris en compte.

Après traitement de tous les décomptes des dossiers d'une programmation transmis par le bénéficiaire, dans le cas où le montant des travaux subsidiés réalisés est inférieur au montant de ces travaux au stade de l'attribution, l'utilisation exacte du montant disponible est déterminée et les sommes éventuellement perçues indûment sont

récupérées. Si tous les paiements de la programmation ont été exécutés, la commune est invitée à rembourser le trop-perçu; sinon les paiements restants sont réduits à due concurrence.

Les éventuels avenants, travaux complémentaires ou supplémentaires peuvent être pris en compte globalement dans l'utilisation du subside s'ils sont imprévisibles au stade de l'attribution. Le cas échéant, le montant de la subvention globale en résultant ne dépasse pas le montant éventuellement adapté à la baisse conformément à l'article 34, alinéa 3.

#### Chapitre IV. — Dispositions finales

**Art. 39.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mai 2007 portant exécution du décret modifiant les articles L3341-1 à L3341-13 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatifs à certains investissements d'intérêt public est abrogé.

**Art. 40.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

**Art. 41.** La Ministre des Pouvoirs locaux est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/206437]

**6 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van Titel IV van Boek III van Deel III van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, betreffende de subsidies voor sommige investeringen van openbaar nu**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie, de artikelen L3341-1, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3341-2, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en vervangen door het decreet van 4 oktober 2018, L3341-3 à L3341-6, opgeheven bij het decreet van 6 februari 2014 en hersteld bij het decreet van 4 oktober 2018, L3342-1, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en opgeheven bij het decreet van 4 oktober 2018, L3342-2, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, L3342-3, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3342-4 tot L3342-6, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, L3342-7 en L3342-8 ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en opgeheven bij het decreet van 4 oktober 2018, L3342-9 en L3342-10, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3342-11, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, L3342-12 en L3342-13, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3343-1, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014, L3343-2, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3343-3, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en vervangen door het decreet van 4 oktober 2018, L3343-4 tot L3343-6, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3343-6 bis, ingevoegd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3343-7, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en vervangen door het decreet van 4 oktober 2018, L3343-8 en L3343-9, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014 en gewijzigd bij het decreet van 4 oktober 2018, L3343-10 en L3343-11, ingevoegd bij het decreet van 6 februari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007 ter uitvoering van het decreet tot wijziging van de artikelen L3341-1 en L3341-13 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie betreffende sommige investeringen van openbaar nut;

Gelet op het verslag van 30 juni 2015, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 14 augustus 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 augustus 2018;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 26 oktober 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### Hoofdstuk I. — Begripsomschrijvingen en gemeenschappelijke bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de Minister : de Minister van de Plaatselijke Besturen;

2<sup>o</sup> de administratie : het Departement Gesubsidieerde Infrastructuren van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst;

3<sup>o</sup> het Wetboek: het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

4<sup>o</sup> eenheidsloket : de informaticatool waarmee gemeenten hun formulieren en verantwoordingsstukken voor het investeringsplan en de dossiers, ingeschreven in het gemeentelijk investeringsplan, elektronisch aan de administratie kunnen overmaken.

**Art. 2.** De aanvrager bezit, indien hij niet houder is van een zakelijk eigendoms- of erfpachtrecht, een genotsrecht op het in te richten gebouw of terrein, voor een minimumduur van twintig jaar ingaand op de datum van indiening van het driejarenprogramma bedoeld in artikel L3342-4 van het Wetboek of van het gemeentelijk investeringsplan bedoeld in artikel L3343-4, § 1, van het Wetboek.

Indien de aanvrager het project van een rechtspersoon vermeld onder artikel L3342-3, 3° tot 6°, van het Wetboek, in verband met een investering bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 4°, *b)* tot *d)*, en 5°, van het Wetboek waarvoor de aanvrager niet over een genotsrecht beschikt, in zijn driejarenprogramma of in zijn gemeentelijk investeringsplan opneemt, is, ter afwijking van lid 1, de verplichting om over bedoeld genotsrecht te beschikken, van toepassing op die rechtspersoon.

**Art. 3.** Het bedrag van de in aanmerking komende investeringen is gelijk aan of hoger dan het bedrag vastgesteld in artikel 5, lid 2, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken.

**Art. 4.** De investeringen bedoeld in artikel L3341-1 van het Wetboek blijven verder, gedurende een periode van minstens vijftien jaar te rekenen van de datum van de voorlopige oplevering van de werken of van de datum van de ondertekening van de authentieke akten bij verwerving, in overeenstemming met één van de in het Wetboek bepaalde bestemmingen of gebruiken.

Bij ontstentenis wordt het aandeel in het driejarenprogramma of in het trekkingsrecht dat betrekking heeft op deze investeringen op de gerechtigde verhaald. Het terugbetalingsbedrag wordt berekend naar verhouding tot de jaren waarin de aanwending niet is nageleefd.

**Art. 5.** De aanvrager is ertoe gehouden de administratie erover in te lichten of hij al dan niet enige andere financiële tussenkomst gekregen heeft voor de uitvoering van dezelfde investering, overeenkomstig andere wettelijke, reglementaire of contractuele bepalingen.

De informatie bedoeld in lid 1 wordt verstrekt in ieder stadium van de procedure.

De geldelijke inbreng van de gemeenten en de provincies voor de werken en verwervingen op initiatief van de aanvragers bedoeld in artikel L3342-3, 4° tot en met 6°, van het Wetboek wordt evenwel niet als financiële tegemoetkoming beschouwd voor zover de som van die tegemoetkomingen en van het definitieve subsidiebedrag de globale kost van de uitgave niet overschrijdt.

Daarnaast worden de subsidies die ter aanvulling worden toegekend op grond van andere reglementeringen niet afgetrokken van de subsidies bepaald in artikel L3341-1, lid 1, 4° en 5°, van het Wetboek als de totale tegemoetkoming van de verschillende subsidiërende overheden 90 p.c. van de toegekende investering op de betrokken posten niet overschrijdt.

## Hoofdstuk II. — Driejarenprogramma

### Afdeling 1 - Indiening van het programma

**Art. 6.** De aanvrager maakt het driejarenprogramma aan de administratie over, met het oog op goedkeuring door de Regering.

In ieder stadium van de procedure worden de dossiers elektronisch ingediend, de nadere overmakingsregels worden door de Minister vastgesteld.

**Art. 7.** Het dossier betreffende de indiening van een driejarenprogramma of de wijziging ervan wordt op grond van het ad hoc formulier ingediend en bevat volgende stukken:

1° de beraadslaging en het besluit van de gemeente- of provincieraad met het oog op goedkeuring van het driejarenprogramma en tot aanvraag van de subsidies;

2° het overzicht van de investeringen, gerangschikt per jaar en per prioriteit;

3° voor elke investering:

*a)* een plaatsbeschrijving en een omschrijving van de uit te voeren werken;

*b)* een liggingsplan;

*d)* foto's van de plaats;

*e)* de omstandige kostenraming;

*e)* voor dossiers in verband met wegen, een schets van de overwogen inrichting;

*f)* voor de dossiers betreffend een gebouw, een schets van de voorziene inrichtingen met de bestemming van de lokalen;

4° de inlichtingen over de financiële draagkracht van de aanvrager ten opzichte van het voorgestelde programma;

5° de instemming van het « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare waterbeheersmaatschappij) met het plan voor de ontwerpen van wegen.

Mochten de eigen gelden onvoldoende draagkrachtig zijn om de financiële last te dragen waarvan sprake onder 4°, leggen de aanvragers bedoeld in artikel L3342-3, 4° en 5°, van het Wetboek een besluit van de gemeente- of provincieraad voor waarbij de gemeente of de provincie beslist de meeruitgave over te nemen

**Art. 8.** De aanvraag tot wijziging van het driejarenprogramma, bedoeld in artikel L3342-6, § 2, van het Wetboek wordt aan de administratie overgemaakt, met het oog op goedkeuring door de Regering.

### Afdeling 2 - Plenaire voorontwerpvergadering

**Art. 9.** De aanvrager wordt het met de administratie eens over de datum waarop de plenaire voorontwerpvergadering belegd wordt.

De aanvrager nodigt iedere persoon of instelling uit die tussenbeide zou kunnen komen in de uitwerking of uitvoering van de investering. Hij verstuurt de oproepingen minstens 15 dagen vóór de vergadering en voegt er het voorontwerp bij.

**Art. 10.** Voor de investeringen betreffende de wegen bevat het voorontwerp :

1° een schets, als het ontwerp dit nodig maakt, op grond van een topografische meting ter plaatse, evenals één of meerdere model-dwarsprofielen waarin de plaats wordt aangeduid voor de leidingen voor afvalwater of zuiver water;



2° als de investering openbare verlichting omvat, een fotometrische studie samen met een nota waaruit de verbetering van de verlichting van het openbare domein blijkt om de veiligheid van alle gebruikers te verhogen en de leefomgeving te verbeteren.

Voor de investeringen betreffende de wegen bevat het voorontwerp :

1° een situatieplan, schetsen en plattegronden op schaal één op honderd;

2° een verklarende nota waarin, indien het project dit nodig maakt, de gekozen technische oplossingen voor met name architectuur, speciale technieken, energieprestatie, toegankelijkheid en opvang omschreven worden.

#### Afdeling 3. — Ontwerp

**Art. 11.** § 1. De aanvrager maakt het ontwerp, met het oog op goedkeuring door de Regering, aan de administratie over, overeenkomstig artikel L3342-9, § 1, van het Wetboek binnen het jaar waarnaar in het investeringsprogramma verwezen wordt, voor 30 juni van het jaar waarin het ontwerp geprogrammeerd staat.

De administratie bericht ontvangst van het ontwerp als het ontwerp samen met de gezamenlijke verantwoordingsstukken bedoeld in paragraaf 2 wordt ingediend. Bij ontstentenis worden de ontbrekende stukken opgevraagd.

§ 2. Het ontwerp dossier wordt, behoorlijk ingevuld onder de punten "beschikbaarheid van de gronden" en "stedenbouwkundige vergunning", op grond van het ad hoc formulier ingediend, en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° in voorkomend geval, voor de opdracht voor aanneming van diensten betreffende de studie van het ontwerp:

a) de gemotiveerde beraadslaging waarbij het gemeente- of provinciecollege de opdracht gunt;

b) het gunningsverslag voor bedoelde opdracht;

d) de aanvaarde offerte;

2° het besluit waarbij de gemeente- of provincieraad het ontwerp goedkeurt en de wijze van gunning van de opdracht kiest, er de voorwaarden voor vaststelt, de bestanddelen bepaalt van de aankondiging van de opdracht;

3° in voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht;

het ontwerp van bijzonder bestek;

5° de opmeting-begroting en de samenvattende opmeting van de werken waarin, in voorkomend geval, de andere financiële tegemoetkomingen omstandig worden omschreven;

6° de uitvoeringsplannen;

7° een uiteenzetting waarbij aangetoond wordt dat de passende maatregelen zijn getroffen zodat de personen met verminderde beweeglijkheid de betrokken openbare gebouwen kunnen betreden;

8° voor de werken voor openbare verlichting, de fotometrische studie als ze niet overgemaakt is voor de voorontwerpvergadering;

9° in voorkomend geval, de machtigingen en vergunningen vereist bij het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De beraadslaging bedoeld in lid 1, 2°, verwijst uitdrukkelijk naar het "driejarenprogramma".

#### Afdeling 4. — Bevoegdheden

**Art. 12.** De aanvrager maakt het gunningsdossier binnen de vijftien dagen na goedkeuring ervan aan de administratie over.

Het gunningsdossier wordt ingediend op grond van het ad hoc formulier en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes;

2° de in aanmerking genomen offerte;

3° in voorkomend geval, het verslag van de coördinator inzake veiligheid en gezondheid;

4° het verslag en de beslissing met betrekking tot de selectie van de ondernemingen op kwaliteit;

5° het gunningsverslag voor de opdracht, opgemaakt door de projectontwerper;

6° de vergelijkende tabel van de eenheidsprijzen waarin de gezamenlijke geselecteerde offertes opgenomen zijn;

7° de aanvragen voor verantwoording van de prijzen en de gekregen antwoorden;

8° de gemotiveerde beraadslaging waarbij het gemeente- of provinciecollege de aannemer aangewezen wordt en het bedrag van de in aanmerking genomen offerte wordt goedgekeurd;

9° indien het dossier, ingediend in het projectstadium, gewijzigd wordt, het bijzonder bestek en de plannen in hun definitieve versie;

10° in voorkomend geval, de in het bericht over het ontwerp opgevraagde documenten;

11° indien het een onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking betreft, de lijst van de geraadpleegde ondernemingen;

12° in voorkomend geval, de bekendgemaakte aankondiging van de opdracht.

De Regering keurt het gunningsdossier vóór kennisgeving ervan goed.

#### Afdeling 5. — Verwervingen

**Art. 13.** Binnen de dertig dagen na de ondertekening van de onderhandse verkoopovereenkomst of de goedkeuring van de ontwerp-verwervingsakte door de gemeenteraad of de provincieraad, maakt de aanvrager het verwervingsdossier voor de goederen, opgenomen in het goedgekeurd driejarenprogramma, met het oog op goedkeuring door de Regering, aan de administratie over.

Het verwervingsdossier bestaat uit volgende verantwoordingsstukken :

1° het besluit waarbij de aanvrager over de verwerving beslist;

2° het uittreksel uit het kadastraal plan;

3° een raming van de waarde bepaald door het Aankoopcomité of de Ontvanger van de registratie of vastgesteld, in voorkomend geval, door een notaris, een landmeter-vastgoedexpert ingeschreven op de tabel van landmeters-experten van de Federale Raad van landmeters-experten of een architect ingeschreven bij de Orde der architecten, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het vastgoed en de grondprijs;

4° de onderhandse verkoopovereenkomst of de ontwerp-verwervingsakte.

De Regering keurt het verwervingsdossier goed.

*Afdeling 6. — Aanvang van de werken*

**Art. 14.** Door de gerechtigde worden aan de administratie overgemaakt :

- 1° een afschrift van de kennisgeving van de opdracht;
- 2° het bevel om de werken aan te vatten vanaf de kennisgeving ervan aan de aannemer en binnen hoogstens zes maanden te rekenen van de instemming met het gunningsdossier.

*Afdeling 7. — Percentage en berekening van de subsidies voor werken en aankopen*

**Art. 15.** Overeenkomstig artikel L3342-6, § 1, zesde lid, van het Wetboek is het bedrag dat in overweging wordt genomen voor de berekening van het voorlopige subsidiebedrag:

1° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 1° tot en met 4, a) tot e) van het Wetboek, de omstandige raming van de kostprijs van de werken die in het kader van het driejarenprogramma in aanmerking worden genomen, verhoogd met de kostprijs van de kunstwerken beperkt tot twee p.c., de onderzoekskosten en de kosten voor voortests;

2° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 5°, van het Wetboek, indien reeds bepaald, de raming van het Aankoopcomité of van de Ontvanger van de registratie en, bij ontstentenis, de raming van de kostprijs van de verwerving.

Betreffende lid 1, 1°, worden de onderzoekskosten, beperkt tot vijf p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, in het geval dat een privé-projectontwerper in het geding is, voor de toekenning van de subsidie in aanmerking genomen.

In het geval dat de aanvrager als eigen projectontwerper optreedt, worden de onderzoekskosten, forfaitair vastgesteld op drie p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, in aanmerking genomen voor de toekenning van de subsidie.

De kosten voor tests, beperkt tot vijf p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, met inbegrip van de voortests en de tests noodzakelijk voor de controle van de werken, worden in aanmerking genomen voor de toekenning van de subsidie.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

**Art. 16.** Overeenkomstig artikel L3342-9, § 3, van het Wetboek en binnen de perken van lid 2 ervan wordt het bedrag dat in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het definitieve subsidiebedrag, vermeerderd met de kostprijs van de kunstwerken, beperkt tot twee p.c. van de kosten voor onderzoek en voortests.

In het geval dat een privé-projectontwerper in het geding is, worden de onderzoekskosten, beperkt tot vijf p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, voor de toekenning van de subsidie in aanmerking genomen.

In het geval dat de aanvrager als eigen projectontwerper optreedt, worden de onderzoekskosten, forfaitair vastgesteld op drie p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, in overweging genomen voor de toekenning van de subsidie.

De kosten voor tests, beperkt tot vijf p.c. van het bedrag van de subsidieerbare werken, met inbegrip van de voortests en de tests noodzakelijk voor de controle van de werken, worden in aanmerking genomen voor de toekenning van de subsidie.

1° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 1° tot 4°, van het Wetboek, het bedrag van de goedgekeurde offerte met betrekking tot de werken die in het driejarenprogramma zijn vastgelegd;

2° voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 5°, van het Wetboek, het bedrag voor de verwerking van het goed, beperkt tot de raming van het Aankoopcomité of van de Ontvanger van de registratie.

De raming bedoeld in lid 4, 2°, maakt een onderscheid tussen de waarde van de gebouwde goederen en de waarde van de grond.

Het subsidiebedrag wordt afgerond naar het lagere tiental euro's.

**Art. 17.** Het subsidiepercentage wordt vastgesteld op zestig p.c. van de bedragen bepaald in de artikelen 15 en 16.

*Afdeling 8. — Uitvoering van de werken, controle en betaling*

**Art. 18.** § 1. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 1° tot en met 4°, van het Wetboek kan er een voorschot op het subsidiebedrag worden toegekend als het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken dertig p.c. bereikt van het bedrag van de voor subsidiëring toegelaten werken.

Het voorschot bedoeld in lid 1 is gelijk aan zeventig p.c. van de toegezegde subsidie en wordt vereffend nadat de behoorlijk ingevulde vorderingsstaat en de schuldvorderingsverklaring bij de administratie is voorgelegd.

§ 2. Voor de investeringen bedoeld in artikel L3341-1, lid 1, 5°, van het Wetboek, wordt de subsidie vereffend na voorlegging van de authentieke aankoopakten van de voor subsidiëring toegelaten goederen bij de administratie.

*Afdeling 9. — Eindafrekening*

**Art. 19.** § 1. Binnen de zes maanden te rekenen van de voorlopige oplevering wordt het dossier eindafrekening van de werken via het ad hoc formulier bij de administratie ingediend en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° de eindafrekening van de onderneming, opgemaakt volgens norm NBN B06-006, met inbegrip van de omstandige berekeningen van de herzieningen per staat en de dienovereenkomstige factuur;

2° het verslag, opgemaakt post per post, met verantwoording van de overschrijdingen, met meer dan tien p.c., van de vermoedelijke hoeveelheden van de posten van de initiële opdracht;

3° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

4° het besluit tot goedkeuring van de afrekening;

5° de factuur met betrekking tot de onderzoeken;

6° het formulier betreffende de afvalstoffen van werken;

7° de facturen en de processen-verbaal van de tests samen met het verslag van de projectontwerper met, eventueel, de omstandig omschreven posten die het voorwerp zijn van refacties en de berekening ervan;

8° de berekening van de termijn voor de uitvoering van de werken;

9° een verslag, met inbegrip van een afschrift van de beraadslagingen en eventueel niet-overgemaakte aanhangsels waarin alle, post per post omstandig omschreven, werken die de initiële opdracht wijzigden, worden vermeld;

10° voor de dossiers betreffende de gebouwen, in voorkomend geval :

a) desgevallend, het verslag van de regiogebonden brandweerdienst na de werken;

b) het proces-verbaal van oplevering door een erkende instelling van een installatie voor elektriciteit, gas, liften of branddetectie.

Betreffende lid 1, 6°, worden de bewijzen van afvoer door de gerechtigde bewaard, beschikbaar voor een eventuele controle ter plaatse.

Betreffende lid 1, 8°, dienen de eventuele bevelen tot onderbreking en hervatting van de werf bijgevoegd te worden indien ze niet zijn overgemaakt, evenals in voorkomend geval de verantwoordingen voor bijkomende termijnen en de berekening van boetes voor laattijdige afwerking.

§ 2. De eventuele aanhangsels, aanvullende of bijkomende werken kunnen, voor het gebruik van de subsidie, globaal in rekening worden gebracht indien ze bij de gunning niet te voorzien waren.

**Art. 20.** De administratie bepaalt het eindbedrag van de subsidie rekening houdend met de wijzigingen aangebracht met inachtneming van artikel L3342-11 van het Wetboek en maakt het saldo van de toegezegde subsidie vrij.

Indien het bedrag van de eindafrekening van de gesubsidieerde werken lager is dan het bedrag van de in aanmerking genomen offerte zoals bedoeld in artikel 12, lid 2, 2°, wordt de subsidie naar beneden bijgesteld op grond van de werkelijke uitgave rekening houdend met de bepalingen van artikel L3342-11, lid 2, van het Wetboek.

#### *Afdeling 11. — Controle en sancties*

**Art. 21.** De administratie controleert ter plaatse het gebruik van de toegewezen subsidies.

**Art. 22.** De gerechtigde nodigt de administratie uit voor de verrichtingen van voorlopige oplevering van elke investering.

**Art. 23.** In ieder stadium van de procedure kan de, door de Minister vastgestelde, niet-inachtneming van de technische of wettelijke conformiteit van een project met de gezamenlijke, daarop toepasbare normen als gevolg hebben dat het aandeel van het bedrag van het driejarenprogramma dat voor bedoeld project is toegewezen, ten bedrage van het niet-conforme deel, geschrapt wordt.

#### *Hoofdstuk III. — Gemeentelijk investeringsplan*

##### *Afdeling 1. — Indiening van het gemeentelijk investeringsplan*

**Art. 24.** De gemeente maakt het gemeentelijk investeringsplan, hierna het "investeringsplan" genoemd, met het oog op goedkeuring door de Regering, aan de administratie over.

In ieder stadium van de procedure worden de dossiers via het eenheidsloket ingediend.

**Art. 25.** Het dossier betreffende de indiening van een investeringsplan of de wijziging ervan wordt op grond van het ad hoc formulier ingediend en bevat volgende stukken:

1° de beraadslaging van de gemeenteraad waarbij het investeringsplan wordt ingediend;

2° de lijst van de investeringen, opgemaakt volgens het model vastgesteld door de Minister;

3° voor elke investering, een steekkaart opgesteld volgens de modellen vastgesteld door de Minister, samen met:

a) een plaatsbeschrijving en een omschrijving van de uit te voeren werken;

b) een liggingsplan;

d) foto's van de plaats;

e) een omstandige kostenraming;

e) voor dossiers in verband met wegen, een schets van de overwogen inrichting;

f) voor de dossiers betreffend een gebouw, een schets van de voorziene inrichtingen met de bestemming van de lokalen;

4° de instemming van het « Société publique de gestion de l'eau » (Openbare waterbeheersmaatschappij) met het plan voor de wegenontwerpen;

5° de vordering van de fysieke staat van de twee vorige programmeringen vastgesteld op grond van het model vastgesteld door de Minister;

6° in voorkomend geval, de gemotiveerde thesauriseringsaanvraag bedoeld in artikel L3343-4, § 5, van het Wetboek.

**Art. 26.** De gemotiveerde aanvraag tot wijziging van het investeringsplan, bedoeld in artikel L3343-5 van het Wetboek, wordt op dezelfde wijze als het initiële investeringsplan ingediend en behandeld.

Iedere wijzigingsaanvraag wordt gemotiveerd met gegevens die bij de goedkeuring van het initiële investeringsplan niet te voorzien waren en wordt uiterlijk op 30 april van het laatste jaar van de betrokken programmering aan de administratie overgemaakt. Bij ontstentenis blijft het goedgekeurd investeringsplan van toepassing.

##### *Afdeling 2. — Plenaire voorontwerpvergadering*

**Art. 27.** De gemeente wordt het met de administratie eens over de datum waarop de plenaire voorontwerpvergadering belegd wordt.

De gemeente nodigt iedere persoon of instelling uit die tussenbeide zou kunnen komen in de uitwerking of uitvoering van de investering. Zij verstuurt de oproepingen minstens 15 dagen vóór de vergadering en voegt er het voorontwerp bij.

**Art. 28.** Voor de investeringen in wegen bevat het voorontwerp :

1° een schets die, als het project dit nodig maakt, opgesteld is op grond van een topografische plaatsmeting en één of meerdere dwarsprofielen waarbij de ligging wordt bepaald van leidingen voor afvalwater of zuiver water;

2° als de investering openbare verlichting inhoudt, een fotometrische studie samen met een nota waaruit blijkt dat het openbaar domein beter verlicht is met het oog op een grotere veiligheid van alle gebruikers en een betere leefomgeving.

Voor de investeringen in gebouwen bevat het voorontwerp :

1° een situatieplan, schetsen en plannen op schaal van één p.c.;

2° een toelichtende nota waarin de technische oplossingen, met name inzake architectuur, speciale technieken, energieprestatie, toegankelijkheid en ontvangst omschreven worden als het ontwerp zulks vereist.

#### *Afdeling 3. — Ontwerp*

**Art. 29.** § 1. De gemeente maakt het ontwerp, met het oog op goedkeuring door de Regering, overeenkomstig artikel L3343-6, § 2, van het Wetboek, binnen het jaar waarnaar in het investeringsprogramma verwezen wordt en voor 30 juni, indien het project geprogrammeerd staat in het laatste programmeringsjaar, aan de administratie over.

De administratie bericht ontvangst van het ontwerp indien dit samen ingediend wordt met de gezamenlijke verantwoordingsstukken bedoeld in paragraaf 2. Bij ontstentenis vraagt de administratie de ontbrekende stukken op.

§ 2. Het projectdossier wordt ingediend via het ad hoc formulier, dat behoorlijk is ingevuld onder de punten "beschikbaarheid van de terreinen" en "stedenbouwkundige vergunning", en omvat volgende verantwoordingsstukken:

1° in voorkomend geval, voor de opdracht voor aanneming van diensten betreffende de studie van het project:

a) de gemotiveerde beraadslaging waarbij het gemeentecollege de opdracht gunt;

b) het gunningsverslag in verband met de opdracht;

c) de in aanmerking genomen offerte;

2° de beraadslaging waarbij de gemeenteraad het project goedkeurt en de gunningswijze van de opdracht kiest, er de voorwaarden van vaststelt en de bestanddelen van de aankondiging van de opdracht;

3° in voorkomend geval, het ontwerp van aankondiging van de opdracht;

4° het ontwerp van bijzonder bestek;

5° de opmeting-begroting en de samenvattende opmeting van de werken waarin, in voorkomend geval, de andere financiële tegemoetkomingen omstandig worden omschreven;

6° de uitvoeringsplannen;

7° een uiteenzetting waarbij aangetoond wordt dat de passende maatregelen zijn getroffen zodat de personen met verminderde beweeglijkheid de betrokken openbare gebouwen kunnen betreden;

8° voor de werken voor openbare verlichting, de fotometrische studie als ze niet overgemaakt is voor de voorontwerpvergadering.

De beraadslaging bedoeld onder 2° verwijst uitdrukkelijk naar het "Fonds d'investissement des communes" (Investeringsfonds van de gemeenten).

#### *Afdeling 4. — Gunning*

**Art. 30.** De gemeente maakt het gunningsdossier binnen de vijftien dagen na goedkeuring ervan aan de administratie over.

Het gunningsdossier wordt ingediend op grond van het ad hoc formulier en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° in voorkomend geval, het proces-verbaal van opening van de offertes;

2° de in aanmerking genomen offerte;

3° in voorkomend geval, het verslag van de coördinator inzake veiligheid en gezondheid;

4° het verslag en de beslissing met betrekking tot de selectie van de ondernemingen op kwaliteit;

5° het gunningsverslag voor de opdracht, opgemaakt door de projectontwerper;

6° de vergelijkende tabel van de eenheidsprijzen waarin de gezamenlijke geselecteerde offertes opgenomen zijn;

7° de aanvragen voor verantwoording van de prijzen en de gekregen antwoorden;

8° de gemotiveerde beraadslaging waarbij het gemeentecollege de aannemer aangewezen wordt en het bedrag van de in aanmerking genomen offerte wordt goedgekeurd;

9° indien het dossier, ingediend in het projectstadium, gewijzigd wordt, het bijzonder bestek en de plannen in hun definitieve versie;

10° in voorkomend geval, de in het bericht over het ontwerp opgevraagde documenten;

11° indien het een onderhandelde procedure zonder voorafgaandelijke bekendmaking betreft, de lijst van de geraadpleegde ondernemingen;

12° in voorkomend geval, de bekendgemaakte aankondiging van de opdracht.

De Regering keurt het gunningsdossier vóór kennisgeving ervan goed.

*Afdeling 5. — Verwervingen*

**Art. 31.** Binnen de dertig dagen na de ondertekening van de onderhandse verkoopovereenkomst of de goedkeuring van de ontwerp-verwervingsakte door de gemeenteraad, maakt de gemeente het verwervingsdossier voor de goederen, opgenomen in het goedgekeurd investeringsplan over.

Het verwervingsdossier bestaat uit volgende verantwoordingsstukken :

1° het besluit waarbij de aanvrager over de aankoop beslist;

2° het uittreksel uit het kadastraal plan;

3° een raming van de waarde bepaald door het Aankoopcomité of de Ontvanger van de registratie of vastgesteld, in voorkomend geval, door een notaris, een landmeter-expert ingeschreven op de tabel van landmeters-experten van de Federale Raad van landmeters-experten of een architect ingeschreven bij de Orde der architecten, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de kostprijs van het vastgoed en de grondprijs;

4° de onderhandse verkoopovereenkomst of de ontwerp-verwervingsakte.

De administratie keurt het verwervingsdossier goed.

*Afdeling 6. — Uitvoering van de werken*

**Art. 32.** Door de gerechtigde worden aan de administratie overgemaakt :

1° een afschrift van de kennisgeving van de opdracht;

2° het bevel om de werken aan te vatten vanaf de kennisgeving ervan aan de aannemer en binnen hoogstens zes maanden te rekenen van de instemming met het gunningsdossier.

*Afdeling 7. — Eindafrekening*

**Art. 33.** § 1. Binnen de zes maanden te rekenen van de voorlopige oplevering wordt het dossier eindafrekening van de werken via het ad hoc formulier bij de administratie ingediend en bevat volgende verantwoordingsstukken:

1° de eindafrekening van de onderneming, opgemaakt volgens norm NBN B06-006, met inbegrip van de omstandige berekeningen van de herzieningen per staat en de dienovereenkomstige factuur;

2° het verslag, opgemaakt post per post, met verantwoordingen van de overschrijdingen, met meer dan tien p.c., van de vermoedelijke hoeveelheden van de posten van de initiële opdracht;

3° het proces-verbaal van de voorlopige oplevering;

4° het besluit tot goedkeuring van de afrekening;

5° de factuur met betrekking tot de onderzoeken;

6° het formulier betreffende de afvalstoffen van wegen- en rioleringswerken;

7° de facturen en de processen-verbaal van de tests samen met het verslag van de projectontwerper met, eventueel, de omstandig omschreven posten die het voorwerp zijn van refacties en de berekening ervan;

8° de berekening van de termijn voor de uitvoering van de werken;

9° een verslag, met inbegrip van een afschrift van de beraadslagingen en eventueel niet-overgemaakte aanhangsels waarin alle, post per post omstandig omschreven, werken waardoor de initiële opdracht wijzigingen onderging, vermeld worden;

10° voor de dossiers betreffende de gebouwen, in voorkomend geval :

a) desgevallend, het verslag van de regiogebonden brandweerdienst na de werken;

b) het proces-verbaal van oplevering door een erkende instelling van een installatie voor elektriciteit, gas, liften of branddetectie.

Betreffende lid 1, 6°, worden de bewijzen van afvoer door de gerechtigde bewaard, beschikbaar voor een eventuele controle ter plaatse.

Betreffende lid 1, 8°, dienen de eventuele bevelen tot onderbreking en hervatting van de werf bijgevoegd te worden indien ze niet zijn overgemaakt, evenals in voorkomend geval de verantwoordingen voor bijkomende termijnen en de berekening van boetes voor laattijdige afwerking.

§ 2. Voor de verwervingsdossiers maakt de gemeente een afschrift van de authentieke verwervingsakte aan de administratie over.

*Afdeling 8. — Verdeling van het niet-uitgevoerde deel*

**Art. 34.** De waarde van het niet-uitgevoerde deel, bedoeld in artikel L3343-3, § 1, lid 1, 4°, van het Wetboek wordt door de administratie bepaald op grond van de dossiers, gegund op 31 december van het laatste programmeringsjaar en ingediend met inachtneming van de voorziene procedures. Het bedrag van het niet-uitgevoerde deel wordt aan iedere gemeente medegedeeld. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van tien dagen om hun bemerkingen te maken. Als deze termijn verstreken is, wordt het bedrag van het niet-uitgevoerde deel door de gemeente goedgekeurd geacht.

De aldus bepaalde waarde voor de volgende programmering herverdeeld, met inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel L3343-3, § 1, lid 1, 4°, van het Wetboek.

Voor de gemeenten die een niet-uitgevoerd deel vertonen wordt het aandeel van de programmering waarvoor bedoeld niet-uitgevoerd deel wordt vastgesteld, behoorlijk verminderd met het dienovereenkomstig bedrag. De overige betalingen van de lopende programmering en, in voorkomend geval, de volgende programmeringen worden dienovereenkomstig ingeperkt.

*Afdeling 9. — Controle en sancties*

**Art. 35.** De administratie controleert ter plaatse het gebruik van de toegewezen subsidies.

**Art. 36.** De gerechtigde nodigt de administratie uit voor de verrichtingen van voorlopige oplevering van elke investering.

**Art. 37.** In ieder stadium van de procedure kan de, door de Minister vastgestelde, niet-inachtneming van de technische of wettelijke conformiteit van een project met de gezamenlijke, daarop toepasbare normen als gevolg hebben dat het aandeel van het bedrag van het trekkingsrecht dat voor bedoeld project is toegewezen, ten bedrage van het niet-conforme deel, geschrapt wordt.

In dat geval is artikel L3343-3, § 1, lid 1, 4°, van het Wetboek van toepassing.

**Art. 38.** Het dossier betreffende de eindafrekening wordt uiterlijk binnen de zes jaar volgend op einde van de programmering waaronder het project valt bij de administratie ingediend om in overweging te worden genomen.

Na de behandeling van alle eindafrekeningen van de dossiers van een programmering overgemaakt door de gerechtigde wordt, in het geval dat het bedrag van de uitgevoerde subsidieerbare werken lager is dan het bedrag van die werken in het gunningsstadium, het juiste gebruik van het beschikbare bedrag bepaald en worden de eventueel onterecht geïnde bedragen teruggevorderd. Als alle betalingen van de programmering zijn uitgevoerd, wordt de gemeente verzocht het teveel geïnde deel terug te betalen; zoniet worden de overige betalingen dienovereenkomstig verminderd.

De eventuele aanhangsels, aanvullende of bijkomende werken kunnen, voor het gebruik van de subsidie, globaal in rekening worden gebracht indien ze bij de gunning niet te voorzien waren. In voorkomend geval gaat het bedrag van de globale subsidie die daaruit voortvloeit het eventueel, overeenkomstig artikel 34, lid 3, naar beneden bijgestelde bedrag niet te boven.

*Hoofdstuk IV. — Slotbepalingen.*

**Art. 39.** Het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2007 ter uitvoering van het decreet tot wijziging van de artikelen L3341-1 tot L3341-13 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie betreffende sommige investeringen van openbaar nut wordt opgeheven.

**Art. 40.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

**Art. 41.** De Minister van de Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2018

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2018/15061]

**29 NOVEMBER 2018. — Ordonnantie op de begraafplaatsen en de lijkbezorging**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, het geen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepaling**

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

**HOOFDSTUK II. — Definities**

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze ordonnantie wordt verstaan onder :

1° begraafplaats : plaats beheerd door een gemeente of intercommunale met als doel alle vormen van lijkbezorging te ontvangen die voorzien zijn door deze ordonnantie ;

2° asbegraving : plaats beheerd door een gemeente of intercommunale, exclusief voorbehouden voor de begraving of uitstrooiing van assen die het resultaat zijn van de crematie van een lichaam. Zonder tegenstrijdige aanwijzing zijn de regels die van toepassing zijn op begraafplaatsen van toepassing op asbegravingen ;

3° doodsbeenderhuisje : een gesloten herdenkingsmonument gelegen in de begraafplaats, waar de beenderen of assen van de overledenen worden verzameld nadat hun grafconcessie beëindigd is ;

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2018/15061]

**29 NOVEMBRE 2018. — Ordonnance sur les funérailles et sépultures**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Disposition générale**

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

**CHAPITRE II. — Définitions**

**Art. 2.** Pour l'application de la présente ordonnance, l'on entend par :

1° cimetière : lieu géré par une commune ou une intercommunale dans le but d'accueillir tous les modes de sépultures prévus par la présente ordonnance ;

2° cimetière cinéraire : lieu géré par une commune ou une intercommunale, réservé exclusivement à l'inhumation ou à la dispersion des cendres résultant de la crémation des corps. Sauf indication contraire, les règles applicables aux cimetières sont applicables aux cimetières cinéraires ;

3° ossuaire : monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, où sont rassemblés les ossements ou cendres des défunts après qu'il a été mis fin à la concession de sépulture ;